



### Compte-rendu CHS-CT du neuf décembre 2022

Un CHS-CT s'est tenu vendredi neuf décembre à la Cité administrative d'Avignon. FO Finances était représenté par Cédric GILETTA et Christian PERNOT.

L'ordre du jour de cette réunion demandée par le syndicat Solidaires était consacré à la sécurité des agents de la DDFIP de Vaucluse, en particulier en charge du contrôle fiscal mais également ceux chargés de l'accueil du public suite au drame qui s'est déroulé dans le Pas de Calais le 21 novembre dernier.

Les représentants FO DGFIP ont lu la déclaration liminaire ci-après :

*Monsieur le Président,*

*Nous sommes réunis aujourd'hui pour évoquer la sécurité des agents de la DDFIP de Vaucluse, en particulier en charge du contrôle fiscal et de l'accueil du public suite au drame qui a touché toute la communauté DGFIP le 21 novembre dernier.*

*Cette démarche est également entreprise au plan national. Un groupe de travail s'est réuni le sept décembre pour poser les bases des thématiques concernant le contrôle fiscal et notamment les interventions devant se dérouler au domicile des contribuables. Le travail va s'élargir à d'autres situations dans lesquelles les collègues de la DGFIP se retrouvent seuls en dehors du bureau : les huissiers, géomètres, les évaluateurs...*

*FO Finances constate et déplore le fait que les services de la DGFIP sont devenus une cible pour ceux qui souhaitent exprimer un ressentiment envers l'État ou les institutions publiques.*

*De plus, les messages adressés par la DGFIP aux contribuables sont parfois ambigus. C'est notamment le cas de la loi ESSOC qui va si loin dans l'accompagnement qu'elle en a rendu le contrôle fiscal incongru dans l'esprit du vérifié « excusez-moi de vous déranger, vous avez le droit de...mais on va quand même vous faire un contrôle fiscal ! ».*

*Pour FO Finances, il faut désormais avancer vite et fort pour que de cette tragédie émergent des mesures concrètes et des engagements durables.*

*Par ailleurs, la délégation vous rappelle son attachement au dialogue social. Elle regrette que vous ayez refusé d'organiser les CTL et CHSCT demandés par l'ensemble des organisations syndicales sur les travaux de rénovation de la cité administrative d'Avignon avant la fin de l'année. Les travaux sont sur le point de commencer et les agents sont inquiets.*

Deux vérificatrices du département sont venues comme expertes. Elles ont apporté leur expérience et leur témoignage pour éclaircir diverses questions posées par les organisations syndicales ou la parité administrative.

D'une manière générale, une réglementation sur la question existe déjà et, comme FO l'a souligné dans sa liminaire, un groupe de travail national réfléchit aux mesures à prendre aux plans pratique et réglementaire pour améliorer la sécurité des agents chargés du contrôle fiscal et de l'accueil. La délégation a assisté à cette réunion pour informer adhérents et sympathisants des idées évoquées localement.

Cependant, la plupart des personnes présentes semble découvrir à l'occasion de ce CHS-CT les notes sur la sécurité en place depuis 2013. On peut regretter qu'un tel manquement existe. Les managers doivent rappeler périodiquement les conditions de sécurité aux collègues. La sécurité du personnel est de la responsabilité du directeur.

Les principaux thèmes développés ont porté sur les difficultés rencontrées par les agents vérificateurs dans le cadre de leurs missions et les moyens pour mieux les protéger.

Les vérificateurs sont parfois confrontés à des contribuables rugueux et/ou irrespectueux. Ces derniers se sentent confortés dans leur opinion par des discours ambiants qui stigmatisent la fonction publique en général et les agents du fisc en particulier. Les représentants du personnel ont rappelé qu'il fallait libérer la parole des agents confrontés à ces difficultés. Pour les soutenir, FO Finances a proposé un accompagnement psychologique.

Les participants ont constaté que la situation des jeunes vérificateurs est souvent la plus difficile à vivre. FO a insisté sur la nécessité de développer le tutorat pour renforcer l'apprentissage du métier sur le terrain.

La note de 2013 stipule d'ailleurs : « dès la prise de fonction d'un enquêteur ou d'un vérificateur débutant, la mise en place d'un tutorat faisant appel à un collègue expérimenté avec un accompagnement pour la première enquête ou le premier contrôle est vivement encouragé »

Le constat suivant a été fait pour notre département : bien que nouveaux, les collègues vérificateurs n'ont aucun accompagnement !

La délégation a également rappelé la difficulté de réaliser des contrôles fiscaux au domicile des gérants. Ils suscitent une plus grande appréhension que ceux effectués dans les locaux d'une société ou dans un cabinet comptable.

En ce qui concerne les agents chargés de l'accueil, l'ensemble des organisations syndicales a demandé que des effectifs et des moyens supplémentaires soient affectés dans les services de gestion pour faciliter le travail des collègues qui accueillent le public.

Enfin, FO a évoqué la question de la protection des huissiers, qui passe notamment par leur formation pratique sur le terrain.

### **Questions diverses :**

La situation des agents en cas de coupure d'électricité a été posée. La Direction attend une note de la Centrale. Les représentants du personnel ont notamment demandé si des autorisations spéciales d'absences seraient accordées en cas de coupure d'électricité dans des écoles.

FO Finances a demandé des précisions sur l'avenir de la cantine du Centre des Finances Publiques d'Orange. Pour le maintenir ouvert et bénéficier de subventions, des volontaires sont recherchés. Ils pourront bénéficier de décharges horaires.